

Bruno Le Maire demande aux entreprises d'augmenter les Français

Lapsus révélateur ou simple erreur de communication ? Il est en tout cas clair que la petite phrase de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, à l'attention des patrons français risque de faire des remous : le locataire de Bercy a tout simplement demandé une augmentation pour les salariés. Sous conditions, bien évidemment, mais ce n'est pas tous les jours que l'on voit ça.

Bruno Le Maire : ministre socialiste ?

Le discours, de la part d'un membre du gouvernement, a de quoi étonner : Emmanuel Macron n'est-il pas le « Président des riches », comme les « sans dents » se plaisent à l'appeler ? Peut-être mais pas son ministre de l'Économie qui est sorti de son silence depuis la fin des vacances de Noël. Mardi 7 janvier 2020, il a présenté ses vœux aux acteurs économiques et à la presse et a dérivé à gauche, politiquement parlant.

« Les entreprises doivent garantir un meilleur partage de la valeur. Elles doivent s'engager dans cette voie-là quand leurs résultats économiques sont au rendez-vous. Elles doivent ouvrir des perspectives à leurs salariés, des perspectives de vie meilleure, de salaires qui progressent. »

Une petite phrase de rien du tout qui n'est pas passée inaperçue : Bruno Le Maire a tout simplement demandé aux entreprises d'augmenter, d'une manière ou d'une autre, les salaires et revenus des employés lorsque la croissance et les résultats sont au rendez-vous.

« Partage de la valeur »

C'est la notion centrale de cette partie du discours de Bruno Le Maire qui a des sonorités socialistes, voire marxistes. Bruno Le Maire aimerait tout simplement qu'une partie des gains des entreprises soient redistribués aux salariés, soit par le biais d'une augmentation de salaire soit, et c'est là que les réformes du gouvernement reviennent sur le devant de la scène, par un accord d'intéressement.

La mise en place de ces accords a été facilité pour les entreprises, justement pour que celles-ci les multiplient, en particulier les PME et les TPE qui représentent la très grande majorité des entreprises françaises.

Au tour des entreprises de faire des efforts

Le ministre estime peut-être que les entreprises ne jouent pas le jeu : alors que le gouvernement a prévu une baisse de l'impôt sur les sociétés pour le faire chuter à 25% et qu'il a augmenté le pouvoir d'achat des Français (en baissant l'impôt sur le revenu, en augmentant la prime d'activité, en généralisant la « prime Macron » ou encore en défiscalisant les heures supplémentaires), les salaires n'ont pas bougé.

« Je souhaite que les entreprises fassent aussi leur part du chemin », a-t-il déclaré lors de ses vœux. Le Medef va être ravi...